

Convention d'investiture aux élections législatives

« Nous nous battons, pour élire un président de gauche qui redonnera espoir aux Français »



Extrait du discours prononcé par Martine Aubry

« Cher-es ami-es, mes cher-es camarades, Nous sommes un parti démocratique, et c'est notre grande force, quelques-uns ont pu dire, et ils ont eu raison de s'exprimer, ce qu'ils pensaient. Christophe Borgel vient de leur répondre.

Le parti est en ordre de marche pour le printemps démocratique 2012, c'est comme cela que les Français l'attendent. Et pour la préparation de cette journée d'investiture de nos candidats, je voudrais vraiment remercier très chaleureusement tous ceux qui y travaillent depuis des mois, sous l'autorité de François Lamy, que je salue, sous l'autorité aussi et le travail de Christophe Borgel, d'Alain Fontanel, de l'ensemble de la commission électorale, et de Bruno Le Roux qui, avec Christophe

Borgel, a porté les dernières décisions à notre connaissance et à celle du bureau national. Je le dis très simplement, j'assume la responsabilité de toutes les décisions qui ont été portées aujourd'hui, car je n'ai qu'un seul objectif : que nous soyons réunis, nous les socialistes, mais que nous soyons aussi réunis avec toute la gauche pour pouvoir faire gagner François Hollande, en mai prochain. C'est pourquoi, sachez-le, je suis responsable de tout ce qui s'est dit et ce qui s'est fait ce matin. Je veux saluer beaucoup de nos candidats qui sont ici, et notamment tous les jeunes candidats, les nouveaux candidats, il y a beaucoup de femmes. Je voudrais remercier les premiers fédéraux, parce que dans notre parti, la parité devient aujourd'hui un réflexe naturel. Aujourd'hui nous pouvons dire que nous avons – il y a encore quelques circonscriptions réservées – entre 49 et 51% de femmes, mais surtout que la

L'AGENDA

17 décembre

► Tous sur le pont
La caravane du MJS fait escale à Toulon

17 décembre

► Opération
Ouverture de mairies socialistes pour promouvoir l'inscription sur les listes électorales

14 janvier

► Reprise de L'hebdo
Toute l'équipe vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année

"qualité" des circonscriptions où elles sont candidates va permettre d'augmenter de 50 à 100 % le nombre de femmes qui sera demain à l'Assemblée nationale.

Sur la "diversité", le réflexe n'est pas encore naturel. Je n'aime pas beaucoup ce terme, Kader Arif a eu raison de dire : *"Nous sommes tous des Français et nous sommes tous des républicains"*. Mais nous adoptons la même méthode que pour les femmes. Au début, il a fallu être directif, mais demain nous aurons, j'en suis convaincue, le même réflexe naturel que pour la parité. Il y a aujourd'hui 25 candidats de la diversité et sept sont candidats sur des circonscriptions qui sont très favorables à la gauche. J'espère que plus de la moitié, entre la moitié et les deux tiers de ces 25 pourront être élus. Là aussi, nous changeons profondément les choses et je m'en réjouis.

Mes cher-es ami-es, la France a besoin d'alternance, nous en sommes convaincus, la France a besoin d'un président de gauche, d'un gouvernement et d'une majorité de gauche. Le Parti socialiste est prêt à engager cette bataille. Nous avons d'abord gagné, et il faut saluer tous les élus, l'ensemble des élus du Parti socialiste, toutes les élections locales : les municipales, puis les régionales et les cantonales. Pour finir, nous avons gagné le Sénat grâce à nos candidats et au rassemblement de la gauche. Nous sommes prêts, grâce au projet adopté à l'unanimité en mai 2011. François Hollande l'a dit, il constitue le socle à partir duquel il va faire ses propositions aux Français, ses propositions pour montrer que l'espoir est là. Le problème de notre candidat n'est pas Nicolas Sarkozy. L'enjeu, il le sait, il le dit, est de convaincre un maximum de Français qu'il y a un autre chemin, alors que la droite veut nous faire croire que la seule politique possible et raisonnable est celle qu'elle conduit aujourd'hui. Rien n'est plus faux. Face à la crise, il faut une nouvelle perspective. Et jour après jour, c'est ce que François Hollande est en train de décrire. Une perspective pour la France, une perspective pour l'Europe, pour sortir de la crise, mais aussi pour mettre en place les fondements du nouveau modèle de développement économique, social, écologique et démocratique que nous portons.

C'est cela le socialisme, c'est cela la gauche. C'est redonner un sens au rêve français, propos que François a choisi dès son investiture. Montrer aux Français que cette barrière que met Nicolas Sarkozy pour faire croire qu'on ne pouvait pas réenchanter l'avenir n'existe pas.

Nous sommes prêts aussi grâce à un parti rénové. À La Rochelle, en 2009, j'avais proposé cette rénovation de A à Z, ou plus exactement, de C comme Cumul à P comme Primaires. Je savais aussi, mais je ne l'ai pas dit, qu'il y aurait, en ce qui me concerne, un D de Difficulté, je l'ai vu. Mais, quand on croit que le chemin est juste, il faut y aller, c'est cela aussi être socialiste. Nous y sommes allés avec volonté, c'est le V. Mais aussi avec le V du vote des militants. Quand les militants décident, le parti avance dans la bonne direction. Ça a été rappelé sur le non-cumul. Ce n'est pas facile ! Ce n'est pas facile quand on a donné sa vie à une ville d'y renoncer parce qu'on veut être député, mais les camarades l'ont fait, et je serai là pour le faire appliquer. Je le dis parce que c'est l'engagement pris devant les militants, parce que c'est l'engagement pris devant les Français. Alors que Nicolas Sarkozy n'a eu de cesse de faire des promesses qu'il n'a jamais, jamais respectées, nous, nous tenons parole.

Et puis nous sommes aussi prêts grâce au rassemblement de la gauche. C'est à nous, le principal parti de la gauche, d'être à l'initiative. Non pas pour se faire marcher dessus, je n'accepterai jamais cela, mais pour garder notre place, pour porter effectivement des accords gagnants-gagnants pour nos partenaires comme pour nous-mêmes. Récemment, Jean-Pierre Bel disait : *"Si nous n'avions pas eu l'accord avec les Verts, je ne sais pas si nous*

aurions gagné le Sénat." C'est vrai, cela s'est fait à quelques voix près. Aujourd'hui, sans cet accord avec les Verts, est-ce que vous imaginez, partout en France, des combats entre les deux grands partis de la gauche, électoralement parlant, notamment dans les grandes villes? Certainement pas.

Aujourd'hui, nous portons ensemble un projet électoral et de gouvernement entre deux partis. Il est d'une qualité comme il y en a rarement eue. Ce n'est pas toujours facile, je le reconnais, mais je pense qu'il fallait faire ce travail.

J'ai à cœur, et c'est mon rôle de Première secrétaire, j'en ai parlé avec notre candidat, de continuer ce travail, avec les citoyens, avec le Parti communiste, avec le Front de gauche s'ils souhaitent rentrer dans une logique de gouvernement derrière François Hollande.

C'est en tout cas ce rassemblement de la gauche qu'attendent de nous les Français. Rappelons-nous les victoires, les victoires d'abord anciennes, de 1936 et du Front populaire, celle de 1981, du 10 mai, mais aussi celle de 1997. Dans tous les cas où nous avons gagné, nous étions rassemblés. Chaque fois que nous avons perdu, nous ne l'étions pas.

Donc même si certains aujourd'hui, et je peux le comprendre, ont quelque humeur par rapport aux choix qui ont été faits, rappelons-nous pourquoi nous nous battons, pour élire un président de la République socialiste en mai prochain, un président de gauche qui redonnera espoir aux Français.

Et puis nous sommes prêts aussi grâce à nos alliances en Europe, dans une période ô combien difficile. François est allé la semaine dernière au Parlement européen, devant le groupe socialiste européen. Et puis il est allé devant le SPD, dont il était l'invité d'honneur. Je vous assure que le travail que nous avons fait depuis des années avec nos partenaires du PSE, avec le SPD avec qui nous avons signé un accord en juin, n'est pas pour rien dans le fait que, aujourd'hui, le SPD défend avec nous la régulation financière, la nécessité de croissance, la nécessité de plus de démocratie.

Le sommet Merkel-Sarkozy jeudi dernier, le sommet européen restera comme le sommet de la soumission aux choix des conservateurs allemands, et finalement aux choix de la finance. Quel malheur de voir des chefs de gouvernement démocratiquement élus plier devant des agences de notation qu'il n'ont pas réussi, ou qu'ils n'ont même pas essayé de réguler ! Quel malheur de penser qu'aujourd'hui faire de la politique signifie : que va-t-on dire pour plaire aux marchés financiers ? Et non pas : que va-t-on dire pour que nos peuples aillent mieux demain, qu'on retrouve le chemin de la croissance et du développement, qu'on ait un développement durable, qu'on ait un développement social ?

C'est la fin de la politique. Nous refusons cette fin, comme nous l'avons fait dans les Primaires, comme nous allons le faire avec François Hollande.

M. Sarkozy nous explique que tout cela est nécessaire pour sauver le triple A. Personne n'aurait envie que la note de la France soit dégradée, parce que nous savons que ceux qui en paieront le prix sont d'abord les Français, qui auront des taux d'intérêt plus élevés pour réaliser leurs projets. Mais on voit bien aussi qu'on n'en fait jamais assez pour les outils de la spéculation des banques. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, dès lors qu'on ne porte pas une véritable politique, il y a une fuite en avant. Regardez la dernière rencontre entre Nicolas Sarkozy et Mme Merkel, le soir même, une agence de notation a déclaré qu'elle envisageait de dégrader la note ou qu'elle mettrait sous contrôle six pays européens.

Le renoncement est intégral et l'échec est total. Ce sommet européen n'apporte rien, tout a été enterré : les eurobonds, qui

avaient été défendus par Nicolas Sarkozy, ont été enterrés à la demande de Mme Merkel ; la taxe sur les transactions financières dont, à l'avant-dernière réunion avec Mme Merkel, ils nous avaient dit qu'ils allaient la mettre en place. Nous n'y avons pas cru. Nous avons eu raison. Elle est repoussée à jamais. La régulation financière n'est toujours pas entamée puisque le président a, là aussi, abandonné la séparation des banques de dépôt et d'investissement, qui est la condition pour que les banques arrêtent de spéculer avec l'épargne des Français.

Et puis face à cette absence de régulation, à cette absence de prise en mains de la spéculation par une intervention plus forte par exemple de la Banque centrale européenne, on nous inflige l'austérité. L'austérité partout. Le traité ne propose que cela avec des règles budgétaires sous contrôle de la Cour européenne de justice. Nous voyons ce que cette austérité a donné en Grèce, en Italie, en Espagne. Nous voyons déjà ce qu'elle donne dans notre pays : deux plans qui ont amené la croissance, qui devait être de 1,7 %, à descendre à 1 %, puis aujourd'hui, nous dit l'OCDE, à 0,3 %. Autant dire que nous sommes à une croissance zéro, et j'espère que nous ne rentrerons pas demain dans une récession.

Il y a un autre chemin, François Hollande l'a dit devant le SPD, c'est celui du pacte de responsabilité de gouvernance et de croissance. Je voudrais simplement rappeler que pour nous, c'est la régulation financière qui permet de relancer la croissance avec des dépenses d'avenir dont l'Europe a besoin.

Deuxièmement, le chemin que nous proposons avec notre candidat, c'est celui du renouveau productif. M. Sarkozy a présidé la phase la plus intense de désindustrialisation dans notre pays, malgré ce qu'il a pu dire encore à Toulon. Il devait moraliser le capitalisme français, je l'ai dit, il n'a rien fait, mais il a aussi abandonné la mise en avant des atouts de la France, c'est vrai pour l'agriculture, c'est vrai pour l'industrie.

Nous allons défendre une réindustrialisation de la France. C'est le nouveau pacte productif que François Hollande a présenté au Creusot cette semaine. La France a une industrie d'avenir, il la défendra avec des filières d'avenir, avec l'aide aux PME, en soutenant la recherche et l'innovation, en soutenant la formation des salariés avec notre projet de formation tout au long de la vie. Dans cette campagne, nous défendrons nos valeurs. Quand la droite n'a de cesse de faire le lien avec le Front national, de diviser et de faire peur, et même, dans certains propos, d'amener la haine, nous défendons nos valeurs, c'est notre talisman, c'est ce qu'attendent les Français qui veulent retrouver la République, la France qu'ils aiment, la laïcité, tout ce qui fait et qui a fait la force de la France dans l'histoire. Au moment où les injustices sont partout, où les libertés publiques sont reniées et utilisées comme un outil électoraliste, nous défendons nos valeurs, comme l'ont fait nos camarades au Sénat en votant le droit de vote des étrangers aux élections locales. Je leur dis : bravo ! Nous pensons que le meilleur moyen de lutter contre le communautarisme, le meilleur moyen de reconnaître la France telle qu'elle est aujourd'hui, c'est de donner des droits à ceux qui sont là depuis longtemps et qui respectent aujourd'hui les devoirs qui sont les leurs. Voilà pourquoi nous pouvons être fiers du travail fait au Sénat. C'est le premier signe de ce que nous ferons demain quand nous arriverons au pouvoir. J'en remercie l'ensemble des Sénateurs. Contrairement au slogan des libéraux, il y a bien une alternative. Cette alternative est portée par François Hollande, elle est portée par tous nos candidats. Le combat va être rude.

Mes camarades, l'équipe socialiste est prête, l'équipe de la gauche le sera demain, et François Hollande sera élu en mai, l'espérance sera de retour dans notre pays pour qu'il se donne un nouvel avenir. »



Portraits de candidat-e-s



Kheira Bouziane
58 ans, 3^e circonscription de Côte-d'Or

Ses débuts dans le milieu associatif, Kheira Bouziane les revendique. « *Mon ancrage associatif enrichit mon action, en outre, c'est à ce titre que j'ai siégé durant douze ans au Conseil économique et social de la Région Bourgogne sur des thématiques aussi diverses que le sport, l'insertion, le logement, la santé, la culture...* »

Au sein du conseil municipal de la ville de Quetigny, où elle vit depuis 26 ans, elle conduit son troisième mandat consécutif. Cette

candidature marque un « *nouveau cap* » pour elle. Cette professeure certifiée en économie et gestion au lycée Le Castel de Dijon s'inquiète des problèmes d'accessibilité au logement, de laïcité, mais aussi du « *démantèlement des services publics opéré par le gouvernement actuel* ». « *Avant on fermait des classes et on retirait des postes quand il n'y avait pas assez d'enfants, aujourd'hui, on nous demande de limiter le nombre d'entrées en section BTS et on ferme des classes !* », s'insurge-t-elle. « *Il faut commencer par l'éducation, défend-elle, repenser les établissements publics d'enseignement surtout quand ils sont à proximité de lieux sensibles et accompagner les enseignants pour qu'ils puissent pleinement jouer leur rôle.* »



Kader Arif
52 ans, 10^e circonscription de Haute-Garonne

Entré au PS en 1983, Kader Arif décrit un « *parcours assez classique* » marqué par la rencontre de Lionel Jospin pour qui il travaille en tant que chargé de mission en 1989. De 1995 à 2001, ce militant toulousain est élu municipal chargé des sports à Castanet-Tolosan. Premier fédéral de Haute-Garonne depuis 1999, il entre au Bureau national du PS puis au Secrétariat national en 2002 où il est chargé des relations internationales.

Désigné au Parlement européen dans la circonscription Sud-Ouest en 2004, il est réélu en 2009. Un mandat dans lequel il est « *très impliqué et qui est très formateur* », insiste-t-il. Depuis mars 2008, il est également conseiller municipal, chargé des relations européennes et internationales, à la mairie de Toulouse. Kader Arif revendique « *une connaissance de la ville, de la circonscription* ». Même s'il n'a « *jamais joué la carte de la diversité* » et se veut d'abord « *un citoyen français et républicain* », il a conscience que son expérience personnelle peut permettre de « *faire la démonstration qu'on peut être élu député quelles que soient sa couleur de peau et ses origines* ».



Christophe Borgel

« Les législatives, c'est 577 petits bouts de notre territoire, où il y a, et c'est notre force, un ou souvent plusieurs socialistes qui estiment que l'avenir de la gauche passe par eux. La loi de la République est ainsi faite que nous ne pouvons avoir, par circonscription, qu'une seule candidate ou qu'un seul candidat, les autres sont en général déçus. Nous faisons ce travail dans un contexte particulier, celui du redécoupage d'Alain Marleix, ce charcutage que nous avons dénoncé à l'époque. Dans plusieurs départements, nous avons eu, en raison de ce redécoupage, plus de députés

sortants que de circonscriptions.

Souvenez-vous, c'était à La Rochelle, à la fin de l'été 2009. Notre Première secrétaire, Martine Aubry, prononçait un discours en le commençant par « *C comme cumul des mandats, à P comme Primaires, en avant vers la rénovation.* » Ce discours fera date dans l'histoire de la rénovation politique de notre parti.

Ce travail s'appuie sur un mandat clair, celui que nous ont donné nos militants lors du vote du 1^{er} octobre 2009, qui a lancé notre rénovation d'octobre, et sur un deuxième vote fort, celui de notre Convention nationale de la Rénovation en juillet 2010 : le non-cumul, le renouvellement, la parité des candidats, mais surtout des élus à l'Assemblée nationale, la diversité, le rassemblement de la gauche. Le résultat est là. La parité : pour la première fois, le Parti socialiste sera dans les clous de la loi, et n'aura par conséquent aucune pénalité financière. Nous aurons aux alentours de 50 % de candidates et 50 % de candidats. La loi nous oblige à avoir pour les deux entre 49 et 51 %. La diversité : nous avons été au bout du mandat des militants. Il était décisif, sur la diversité, de prendre cette responsabilité, en investissant des candidats dans des circonscriptions que nous gagnerons de façon certaine. Le renouvellement : près de 20 % de nos parlementaires ne retourneront pas à l'élection. L'objectif du non-cumul, on a franchi chaque étape avec de la fermeté, de la patience pour convaincre. Et nous le ferons à nouveau quand les engagements pris devront être respectés. Enfin, le rassemblement de la gauche est indispensable quand on veut gagner. La dynamique de rassemblement nous permettra d'aller vers la victoire.

Je veux maintenant rentrer dans le détail des travaux de la commission électorale et des décisions qu'il nous reste à prendre.

Il y a d'abord un certain nombre de circonscriptions réservées à des femmes où il n'y a pas de candidates. Nous descendrons dans ces départements pour trouver des candidates. Nous avons eu toute une

série de recours. Pour la plupart d'entre eux, nous avons décidé de proposer à la convention nationale la validation des votes. C'est le cas pour la 6^e circonscription des Alpes-Maritimes, avec la candidature de Sylvie Gautier, pour la 2^e de l'Eure-et-Loir avec Gisèle Boullais, la 3^e du Gard, avec Patrice Prat, la 5^e de Haute-Garonne avec Françoise Humbert, la 6^e de Haute-Garonne avec Monique Iborra, la 7^e d'Ille-et-Vilaine avec Isabelle Thomas, la 1^{ère} du Lot-et-Garonne avec Lucette Lousteau, la 1^{ère} du Vaucluse avec Michèle Fournier-Armand, la 3^e circonscription de l'Essonne, avec la candidature de Michel Pouzol. La candidature de Julie Sommaruga dans la 11^e circonscription des Hauts-de-Seine, et la candidature d'Ericka Bareigts dans la 1^{ère} circonscription de la Réunion. Pour la 9^e circonscription de Haute-Garonne, la 3^e circonscription du Doubs, la 7^e circonscription du Var et la 11^e circonscription du Pas-de-Calais, nous gelons les choses pour le moment. La 5^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques a été gelée, la fédération a quand même organisé un vote, mais il est difficile de valider un vote qui n'aurait pas dû avoir lieu. Nous avons gelé aussi la 2^e de Paris, la 12^e des Hauts-de-Seine, la 10^e de Seine-Saint-Denis, la 3^e de Seine-Saint-Denis, la 1^{ère} de Corrèze, la 3^e de l'Aisne, la 9^e, la 11^e et la 12^e du Pas-de-Calais, la 1^{ère} de l'Aisne et la 1^{ère} de la Somme. Il y aura un vote dans la 10^e de l'Essonne. Nous nous donnons un peu plus de temps en Guadeloupe et en Martinique et dans un certain nombre de départements d'Outre-mer, comme dans les 3^e, 4^e et 5^e circonscriptions de la Somme. Nous allons aussi dégeler la 10^e circonscription de Gironde. Il y aura aussi un vote dans la 5^e circonscription du Puy-de-Dôme.

Dans le Pas-de-Calais, j'ai indiqué les trois circonscriptions qui ont été gelées, dans l'ensemble des autres circonscriptions, je propose de ratifier le vote des militants.

Il s'impose à nous de proposer l'investiture de Brigitte Bourguignon, qui a emporté le vote entre les candidates dans la 6^e circonscription du Pas-de-Calais. Je propose à notre convention nationale de valider le travail qui a été fait sur l'Hérault. Je lui propose de valider le travail qui a été fait sur les Bouches-du-Rhône, à deux circonscriptions près, la 8^e et la 9^e, pour nous donner un peu de temps pour faire atterrir notre accord avec notre partenaire Europe Écologie-Les Verts.

Cet esprit d'unité va nous permettre d'emporter la bataille. Quand on est battu à une investiture, on est toujours déçu. Mais dans chaque circonscription, il y aura quelqu'un qui aura la responsabilité de porter les couleurs des socialistes dans la bataille des législatives. La responsabilité de l'ensemble de nos adhérents, c'est de se rassembler, bien sûr derrière notre candidat à l'élection présidentielle, mais dans chaque circonscription derrière celle ou celui qui sera investi à l'issue de notre convention nationale. Cela doit être la règle majeure, celle de l'unité et du rassemblement entre nous. »

Portraits de candidat-e-s



Hélène Geoffroy
41 ans, 7^e circonscription
du Rhône

La vocation militante d'Hélène Geoffroy date de 1995. « *L'élection de Jacques Chirac à la Présidentielle a été l'élément déclencheur qui m'a fait entrer en politique et adhérer au PS* », confie-t-elle. En 1997, elle s'engage dans la section socialiste de Vaulx-en-Velin puis devient adjointe au maire de 2001 à 2008, après s'être installée dans cette commune du Rhône, historiquement communiste. Éluë conseillère générale en 2004, elle a été réélue en 2011. Et œuvre

depuis plus particulièrement sur les dossiers du RSA, du logement, de l'emploi et sur la politique de la ville. Un chantier particulièrement dynamique à Vaulx-en-Velin, « *où 200 millions d'euros ont été investis dans le renouvellement urbain* », souligne Hélène Geoffroy qui occupe également le poste de chargé de recherche à l'École nationale des travaux publics de l'État. En devenant députée, elle espère apporter ses compétences développées au niveau local. Déterminée à défendre la cohésion sociale, elle souhaite également faire un symbole de sa candidature et la fierté de sa commune « *qui a connu des moments d'intense stigmatisation. Ce serait symbolique qu'un député soit enfin originaire de Vaulx-en-Velin* ».



Pouria Amirshahi
39 ans, 9^e circonscription des
Français de l'étranger

Président de l'Unef de 1994 à 1998 et de la Mnef en 1999, Secrétaire national du PS en charge de la coopération, des droits de l'homme et de la francophonie... le parcours militant de Pouria Amirshahi est jalonné de nombreux engagements politiques. Un seul faisait encore défaut comme il le reconnaît lui-même : « *J'ai passé ma vie de militant sans jamais courir après un mandat électoral.* »

Pourtant, il a décidé récemment de briguer la 9^e circonscription des Français de l'étranger en juin 2012. Un mandat « *qui fait sens dans ce contexte, cet environnement historique, à un moment où les régimes basculent, où les peuples se mettent en mouvement des deux côtés de la Méditerranée.* » L'idée de cette candidature a germé « *au fil de son parcours* ». « *Depuis trois ans, je travaille sur les questions de coopération et de développement et sur la francophonie. Ce qui compte pour moi ce n'est pas seulement le prestige de la France, mais le partage d'une langue et d'une culture que je vois comme un pont entre les deux rives de la Méditerranée.* »



Harlem Désir

« Ce matin, nous accordons notre confiance à ceux qui formeront dans quelques mois une nouvelle représentation nationale autour de François Hollande, au service de la France. À l'heure même où nous parlons, le sommet de Bruxelles est un déni de démocratie. Non seulement il ne résoudra pas la crise économique et sociale - il n'y a rien sur la Banque centrale, rien sur les eurobonds, rien pour le soutien à la croissance - mais il aggravera la crise politique et démocratique de l'Europe.

Depuis cinq ans que Sarkozy joue les Pères Noël en distribuant les cadeaux fiscaux à ses riches amis, même quand ils n'ont pas été sages... Et maintenant il nous explique que la hotte est vide et que pour les Français, triple A signifie 3 fois austérité. Surtout, Nicolas Sarkozy n'a pas le droit, sur un coin de table à Bruxelles, sans consulter personne, en fin de mandat, de remettre en cause la souveraineté budgétaire du Parlement, c'est-à-dire une part de la souveraineté populaire, en la mettant sous la coupe de la Cour de justice européenne et sous la menace de sanctions automatiques. Sarkozy, avec Merkel, invente l'Europe punition là où les Français attendent l'Europe protection, il entérine l'Europe austérité là où les peuples attendent l'Europe croissance, il réalise un cauchemar technocratique là où les citoyens attendent un renouveau démocratique. On lui demande de sanctionner les spéculateurs, avec la taxe Tobin et les eurobonds, il n'obtient rien et il ne propose que de sanctionner les États : l'Europe de Sarkozy, c'est une Europe mini, une Europe dont accouchent les mini-sommets, celle des mini-traités, et des mini-mesures face à une énorme crise, c'est une Europe minimale et libérale dans le dos des peuples et dont les peuples ne veulent pas. Les mêmes qui nous donnent des leçons de souveraineté à Paris sur l'identité nationale et le droit de vote des étrangers, les mêmes qui braconnent avec M. Guéant sur les terres lepénistes, cèdent en catimini à Bruxelles la souveraineté démocratique des Français et de leur Parlement.

Nous socialistes, n'avons jamais été hostiles à des partages de souveraineté, mais démocratiquement décidés et en direction d'institutions elles-mêmes démocratiques : là c'est tout l'inverse ! Et pour quelle Europe ?

C'est le paradoxe de Sarkozy : les autres chefs d'États essaient de sauver leur pays de la crise, lui essaie d'utiliser la crise de son pays pour se sauver !

J'entends à ce sujet depuis quelques jours une grande nouvelle, Alain Juppé l'a annoncée : « *la droite reprend espoir...* ». J'ai dû me pincer pour y croire : quatre millions de chômeurs, des millions de mal-logés, la récession annoncée, une dette qui continue à exploser, la crise qui frappe toutes les familles, l'Europe qui se fissure. Mais la droite, elle, « *reprend espoir* », cette droite qui depuis dix ans est totalement incapable de redonner le moindre espoir à la France... En vérité, le seul espoir qui compte, c'est celui que nous, socialistes, nous offrirons à nouveau à ce grand pays en mai prochain, en portant à la présidence de la République un socialiste, cet espoir il a un nom : François Hollande !

Pour rendre l'espoir aux Français, la gauche est comme l'Europe, elle a besoin d'unité.

Après avoir réussi les Primaires, nous avons fait un effort historique en direction de nos partenaires, en particulier écologistes, avec une part de sacrifice. Mais je veux le dire à nos partenaires avec amitié, mais aussi avec fermeté : chacun devra, dans les mois à venir, respecter le Parti socialiste et son candidat. Il n'y a que deux adversaires pour toute la gauche c'est Nicolas Sarkozy et l'extrême droite.

La droite ne nous épargnera aucun coup, surtout les plus bas, et Nicolas Sarkozy est déjà en campagne. Il l'est d'ailleurs depuis cinq ans, ce candidat qui n'a jamais vraiment su se hisser à la hauteur d'un président...

Nous avons, nous, un excellent candidat, qui est à l'écoute des Français, qui veut les rassembler autour d'un projet de redressement, de justice et d'avenir, et qui fera demain le meilleur président pour gouverner la France et pour redresser l'Europe.

Aujourd'hui nous aurons aussi avec vous d'excellents candidats, qui feront les meilleurs députés.

Soyons nous-mêmes, dans l'esprit de ces Primaires qui ont galvanisé le peuple de gauche et tétanisé ce pouvoir de droite : allons à la rencontre des Français, écoutons-les, faisons participer le plus grand nombre, à commencer ces jours-ci en incitant tout le monde à s'inscrire sur les listes électorales...

Notre chemin, c'est celui qui ira du rassemblement de la gauche au rassemblement des Français. Car le rêve français que propose François Hollande c'est, avant tout, la réconciliation de notre peuple ! La politique de Sarkozy, qui divise les Français depuis cinq ans, est une politique d'affaiblissement national.

C'est la gauche qui va faire renaître la France des Lumières, la France de 1789 et de 1848, de 1905, la France du Front populaire, la France de la Résistance comme celle de 1968, 1981 et 1997. Ensemble, nous allons permettre à la France de regarder à nouveau vers l'avenir. »



L'info en continu

Martine Aubry, 9/12/11

Responsabilité

« L'accord qui a été conclu ne répond pas à l'urgence, installe l'austérité, renonce à lutter efficacement contre la spéculation et constitue un recul démocratique. Comme après la plupart des accords plus ou moins virtuels conclus par les gouvernements conservateurs européens depuis 2008, chacun comprend que la réponse d'aujourd'hui n'est ni efficace, ni à la hauteur. »

David Assouline, 9/12/11

Financement

« Sur Internet, le candidat Sarkozy utilise les moyens de la présidence de la République. Les outils mis en place par le demi-million d'euros annuels du budget du service internet de l'Élysée, payés par le contribuable ne sont pas destinés à aider le candidat sortant, pas plus que les fonds publics ne devraient servir au financement des meetings. »

Benoît Hamon, 12/12/11

Régulation

« Ce traité se fait contre l'intérêt des peuples et sans les peuples. Nous voulons une intervention de la BCE pour racheter la dette souveraine, des eurobonds, un pacte de croissance, nous voulons surtout de l'harmonisation fiscale et de la convergence sociale. L'Europe doit se protéger. Il y a bien une stratégie de la droite européenne pour abattre le modèle social. Nous ne l'acceptons pas. Ils disent casse du modèle social. Nous, nous disons régulation. C'est bien deux projets politiques qui se font face. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

174

Les listes des candidats aux élections législatives ont été adoptées à la majorité par 174 voix pour, samedi 10 décembre, lors de la Convention d'investiture réunie à La Défense.

COMMUNIQUÉS DU PS

Conférence de Durban

La conférence de Durban avait pour responsabilité d'adopter un cadre renforcé de coopération permettant d'agir pour contenir l'augmentation globale de la température sous les 2°C. Malheureusement, cette occasion n'a pas été saisie : l'accord a minima qui a été signé ne règle aucun des grands défis pour la planète.

Au final, le nombre de signataires se réduit comme peau de chagrin. Les engagements ne concernent que 14 % des émissions et seulement jusqu'en 2017.

« M. Sarkozy, qui s'était auto-proclamé champion de la cause climatique à Copenhague, en avait fait une priorité de sa présidence du G20. Elle s'achève donc sur un échec de plus. Le président sortant a brillé par son silence sur Durban, ce qui rappelle que, décidément, pour lui, "l'environnement, ça commence à bien faire" », explique le PS.

En attendant la prochaine conférence au Qatar en 2012, le sommet de Rio+20, en juin prochain, donnera l'opportunité de redéfinir les clés de la croissance.

« C'est un rendez-vous essentiel, a conclu le PS, qui sera l'occasion pour François Hollande de défendre le modèle de développement social-écologique qu'il porte, au croisement des exigences de justice et d'ambition nécessaires à la transition environnementale. »

Mobilisation du 13 décembre

Face à l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, le président de la République, lors de son discours de Toulon, a annoncé toujours plus d'austérité aux Français. « Les Français paient la facture alors que les plus riches sont épargnés. La baisse de l'impôt sur la fortune est maintenue et les niches fiscales ne sont pas vraiment attaquées », a déclaré le PS. Cette politique va encore réduire la

consommation des ménages et encore plus freiner la croissance. « Alors qu'il n'a apporté aucune réponse à la crise économique et sociale, ni pris aucune mesure pour moderniser et renforcer l'économie de notre pays, le président sortant fait payer aux plus modestes les dérèglements du système, dont il est largement responsable », a affirmé le Parti socialiste.

La France doit s'engager sur une autre voie : celle qui luttera de front contre les déficits financiers, mais aussi pour la croissance, l'emploi et la compétitivité, en ayant le courage d'aller chercher des marges financières dans une réforme fiscale d'ampleur commençant par remettre en cause les avantages fiscaux indus. Parce qu'une autre politique est possible, le PS a apporté son soutien à la mobilisation du mardi 13 décembre organisée par de nombreuses organisations syndicales contre la politique d'austérité du gouvernement.

VIE DU PARTI

L'actualité des publications qui rythment la vie militante

La Revue socialiste

Le nouveau numéro de la Revue socialiste vient de paraître. Intitulée Protéger, elle revient sur un des grands thèmes qui a animé le débat des Primaires citoyennes, le protectionnisme, le juste échange et la démondialisation. Pour nourrir la question, la Revue a évidemment fait appel à des spécialistes de l'économie, Jacques Sapir, qui revient sur la notion de libre-échange, Élie Cohen, qui développe « la tentation hexagonale » en rappelant qu'il s'agit d'être « offensif sur la défense de la propriété intellectuelle, les procédures anti-dumping et la question des aides publiques ». L'économiste explique notamment dans son propos que le PS « a raison d'avancer son agenda sur le juste échange ».

Jacques Mistral pose le débat de la démondialisation et le député européen Henri Weber s'interroge sur les moyens de protection en Europe.

La polémique de ce numéro 44 porte sur l'école et le nouveau pacte éducatif, le grand texte reproduit est le premier discours d'investiture de Pierre Mendès France, prononcé le 3 juin 1953.

► Pour vous abonner ou commander la Revue socialiste, contactez le 01 45 56 76 38.

L'Encyclopédie du socialisme

Amateurs d'histoire(s), vous serez comblés avec ce nouveau livre sur la vie de Suzanne et Maurice Deixonne, du printemps pour toute la vie. L'auteur, Daniel Mitrani, revient sur le courage

de ces deux militants, qui se sont rencontrés en 1926, se sont engagés l'un pour l'autre sentimentalement et rapidement politiquement pour le PS. Leurs combats furent nombreux, contre les fascistes en 1934, en faveur du Front populaire en 1936, dans le syndicalisme, l'animation culturelle ; l'éducation populaire par l'intermédiaire de la Fédération Léo Lagrange, l'émancipation féminine et même l'écologie. Des combats qu'ils ont menés jusqu'à leurs derniers jours.

► Suzanne et Maurice Deixonne, du printemps pour toute la vie, Daniel Mitrani, Encyclopédie du socialisme, 15 euros (+1 euro de port). Renseignements et commande : Encyclopédie du socialisme, 12, Cité Malesherbes 75009 Paris.

Les socialistes à l'offensive

Au Sénat

C'était la 80^e mesure des 101 propositions de François Mitterrand en 1981. Elle a été adoptée par le Sénat, à gauche, jeudi 8 décembre. Par 173 voix contre 166, la proposition de loi de la majorité de gauche accordant le droit de vote aux municipales aux étrangers non communautaires a été votée. La discussion a duré près de sept heures, le Premier ministre François Fillon est même exceptionnellement intervenu pour rappeler la ferme opposition du gouvernement à cette question. « Cessez d'attiser la peur de l'autre, a répondu François Rebsamen, il n'y a pas de pire ferment pour le communautarisme que le refus d'une citoyenneté de résidence. » Les débats furent houleux, mais malgré la virulence de la droite, les élus de gauche n'ont pas failli. « Nos collègues de l'UMP nous ont qualifiés de laboratoire, a commenté les passes d'armes terminées, Jean-Pierre Bel, président du Sénat, je suis d'accord avec eux : un laboratoire

est un endroit où on fait preuve de créativité, d'inventivité, de réflexion pour l'avenir et je pense que c'est ce qu'on attendait de nous. »

À l'Assemblée nationale

Fichage

Au détour d'une proposition de loi visant à empêcher l'usurpation d'identité, l'UMP a fait voter une disposition qui autorise la centralisation numérique des cartes d'identité nationale et des passeports. 50 millions de Français vont donc se retrouver fichés au ministère de l'Intérieur. « Une disposition exorbitante, absolument unique dans les pays démocratiques, qui peut ouvrir la voie à n'importe quel abus », a commenté Jean-Jacques Urvoas. La Cnil, saisie par Jean-Marc Ayrault a dénoncé le danger de cette disposition, le Sénat l'a rejetée à l'unanimité. « Par petites touches, sans véritable contrôle, la surveillance des citoyens s'étend bien au-delà des

motifs raisonnables de sécurité, a conclu le député du Finistère. Le gouvernement doit mettre fin à cette dérive et retirer immédiatement cette disposition. »

Tarifs du gaz

Après avoir promis le gel des tarifs du gaz jusqu'à l'élection présidentielle, le gouvernement est obligé de faire marche arrière et de valider une nouvelle hausse du prix du gaz à quelques jours de l'hiver et après une augmentation de 60 % du prix depuis la privatisation de GDF. « C'est une nouvelle fois la preuve que l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie et la privatisation de GDF bénéficient principalement à ce dernier, a commenté François Brottes, C'est surtout la preuve cruelle de la démission politique du gouvernement sur la gestion des prix de l'énergie, qui est pourtant un bien essentiel devant relever du service public, vital pour les Français. »

SUR MA PILE

La laïcité au cœur



Ancien chef de cabinet de François Mitterrand et Secrétaire national à la laïcité du Parti socialiste pendant plus de dix ans, Jean Glavany a fait de celle-ci un « combat pour la paix » comme l'indique le sous-titre de son livre qui vient de sortir. « Fruit de dix ans de travail, cet ouvrage répond à la mission confiée par François Hollande au début des années 2000 », explique le député des Hautes-Pyrénées. « Ce livre se veut un instrument pédagogique et didactique exposant aussi simplement que possible ce qu'est cette valeur républicaine [...] mais il est aussi un instrument de combat. » Il y définit le concept de laïcité, en explique les fondements, retrace son histoire, énumère ses grands fondateurs. Jean Glavany revient également sur l'origine de sa passion pour cette cause. « Valeur universelle, au cœur du "vivre-ensemble", la laïcité est un idéal à défendre et un combat idéologique », soutient-il. Avec cet essai, il espère « préparer le terrain du grand débat démocratique qui s'annonce, à savoir l'élection présidentielle de 2012 ».

► **La Laïcité, un combat pour la paix**, Jean Glavany, Éditions Héloïse d'Ormesson, 263 pages, 19 euros.



Mahmoud Abbas, représentant de l'Autorité palestinienne était de passage à Paris. Il a notamment assisté à la montée du drapeau palestinien à l'Unesco, la Palestine étant le 195^e membre de l'organisation depuis le 31 octobre. Benoît Hamon s'est rendu à la cérémonie. Le mardi soir, Mahmoud Abbas recevait François Hollande en tête à tête.



L'info en continu

François Hollande, 12/12/11

Renégocier

« Ce n'est pas la bonne réponse pour l'avenir de l'Europe, qui mérite mieux qu'un simple accord sur ce que l'on appelle l'Union budgétaire. Si je suis élu président de la République, je renégocierai cet accord, pour y mettre ce qui lui manque aujourd'hui, c'est-à-dire l'intervention de la Banque centrale européenne, les eurobonds et un fonds de secours financier. Il faut qu'il y ait de la croissance. Sans croissance, nous n'atteindrons aucun des objectifs de réduction des déficits. »

Jérôme Cahuzac, 9/12/11

Progrès

« La construction communautaire a toujours été un processus d'espoirs et de progrès. L'esprit de ce processus n'est plus respecté et la France est aujourd'hui trop faible pour rappeler ce qu'il était, a fortiori l'imposer. Le bilan du sarkozysme est décidément bien mauvais. »

Alain Vidalies, 12/12/11

Mobilisation

« Nicolas Sarkozy a annoncé dans son discours de Toulon sa volonté de voir continuer cette politique d'austérité sans aucune vision, ni aucune cohérence, au risque de voir encore se dégrader la situation économique et sociale. Cette politique est en effet économiquement inefficace et socialement injuste, car elle fait payer aux plus modestes la facture d'une crise dont ils ne sont pas responsables. François Hollande, qui partage l'inquiétude des syndicats quant à l'emploi et à la croissance, apporte son soutien à la mobilisation du 13 décembre. »

PS 


**les Jeunes
Socialistes**
LE MOUVEMENT

**INSCRIVEZ-VOUS
SUR LES LISTES ÉLECTORALES
AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2011**

**LE CHANGEMENT
EST À VOUS!**

lechangementestavous.fr